

LIMITATION DES MANDATS PRÉSIDENTIELS

Le FLN coince toujours

Le Front de libération nationale plaide pour l'instauration d'un régime semi-présidentiel avec un exécutif à deux têtes : un président de la République et un Premier ministre issu du parti majoritaire. C'est exactement ce que propose le RND d'Ahmed Ouyahia.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Belkhadem, qui conduisait la délégalation du FLN reçue jeudi dernier par la commission Bensalah à la présidence de la République, dira que ce choix «est motivé par le souci d'équilibre entre les institutions».

Ce système, c'est celui de la VI^e République en France. Il permettrait même l'éventualité d'une cohabitation dans le cas où l'opposition remporte les élections législatives.

Le FLN, qui ne parle plus du poste de vice-président, propose de «bien déterminer les prérogatives du président et du Premier ministre avec l'octroi au président de la République des prérogatives exclusives consistant, en l'occurrence, à arbitrer entre le Parlement et le gouvernement, à nommer et démettre le Premier ministre, à dissoudre l'Assemblée, en plus de la politique étrangère, de la défense nationale, de la protection de la Constitution et des constantes natio-

nales. Ceci en plus de ses autres prérogatives prévues dans la Constitution». Le FLN, qui ne s'est pas encore prononcé sur la question du nombre des mandats présidentiels «que nous allons trancher lors d'une session extraordinaire du comité central et après consultation de la base», précisera Belkhadem, parle également de la nécessité de renforcer le Parlement. Comme le RND.

Il faut rappeler, en effet, que Belkhadem, Ouyahia, Bensalah et Ziari, qui accompagnait Belkhadem jeudi dernier, ont fait partie, avec Boualem Bessaïeh, des hauts responsables qu'avait réunis Bouteflika, à quatre reprises en mars dernier, au sujet «des réformes politiques». D'où la ressemblance des deux mémorandums présentés par le FLN et le RND. Contrairement à celui du MSP dont le responsable avait été tenu à l'écart des réunions des Six.

Les différences entre les deux partis de l'Alliance présidentielle consistent en des détails. Ainsi, par exemple cette proposition du FLN quant à instituer «un poste de médiateur de la République dont la mission consistera à renforcer et à protéger les libertés fondamentales».

En plus «d'une haute structure, dotée de l'autonomie administrative et financière et qui sera chargée de superviser toutes les élec-



Abdelaziz Belkhadem.

tions». Par ailleurs, le FLN préconise une série de mesures pour aboutir, dans la future loi sur les partis, à l'objectif de «mettre les partis politiques à l'abri des pressions des lobbys, financiers ou autres».

«Réhabiliter le Conseil supérieur de l'information»

Comme le RND, le FLN plaide, s'agissant du secteur des médias, pour la «mise en place des instances de régulation avec la réhabilitation du Conseil supérieur de l'information et du Conseil de l'éthique et de la déontologie».

Il propose aussi «la révision de la loi sur l'information avec la dépénalisation définitive des délits de presse». Pour l'ex-parti unique, il y a également lieu de procéder à la «préparation de cahier des charges en prévision de l'ouverture du champ audiovisuel avec réhabilitation du Conseil supérieur de l'audiovisuel».

Le parti majoritaire propose, en outre, une multitude de mesures au profit des journalistes, comme «la possibilité d'obtenir des crédits pour le lancement de publication, le droit du journaliste à l'accès aux sources de l'information (...) ou encore le droit des journalistes de bénéficier d'une partie de la rente publicitaire engrangée par les journaux employeurs».

Il faut juste rappeler que le statut du journaliste a été adopté par le gouvernement... Belkhadem en mai 2008 sans qu'il soit jamais accompagné par des textes d'application.

K. A.

MEETING DE LA CNCD ORAN

«La révolution est un travail de longue haleine»

Décidément, la situation ne semble pas changer de sitôt entre les autorités locales et la CNCD Oran dès lors qu'il s'agit d'autoriser les activités de celles-ci. Une fois de plus, les membres de la coordination d'Oran ont tenu à dénoncer le mépris avec lequel la Wilaya d'Oran agit envers eux pour leur octroyer la réponse quant à leur demande de tenir un meeting. «Nous dénonçons les agissements du wali d'Oran, une fois encore la réponse à notre demande pour la tenue du meeting ne nous a été rendue que dans la matinée de ce jeudi, le jour même du meeting, une manière de casser la dynamique de notre action pour dissuader les participants d'y prendre part, d'où le nombre restreint dans la salle» dira Kaddour Chouicha, membre de la CNCD Oran.

Amel B. - Oran (Le Soir) - Toutefois, l'intervenant a tenu à ajouter «cela ne nous empêche pas de reconnaître que cette défection est également due à une distance prise par rapport à la lutte, à cela je dis qu'il faut de la maturité, on ne fait pas de feux de paille, c'est un combat de longue haleine». Durant ce meeting qui a eu lieu ce jeudi à la salle de cinéma Es Saâda, les organisateurs ont choisi pour slogan «Le Printemps arabe s'invite à Oran», où des militants des droits de l'homme, ainsi que des acteurs des révolutions citoyennes dans le monde arabe ont pris part à cette rencontre.

Durant son intervention, Anouar El Bassi (Tunisie) a expliqué à l'assistance que le déclenchement de la révolution le 14 janvier était un cheminement révolutionnaire qui a mené les Tunisiens à un début de construction. Inévitablement, il est revenu sur l'étincelle donnée par Mohamed Bouazizi en date du 17 décembre et qui a fait tout basculer.

«Après la révolution, le temps était à la lutte contre les relais de l'ancien régime, toujours en place dans différents secteurs», dit-il et d'ajouter «mis à part quelques faits divers annoncés concernant l'arrestation de groupuscules appartenant à la famille Ben Ali et Trabelsi, les autres sont toujours en place.»

D'où le rôle du «comité composé de 25 avocats mis en place par la révolution afin de protéger les biens des Tunisiens et mettre un terme aux agissements des corrompus et des incompetents dans le régime», poursuit-il. Prenant la parole, la révolutionnaire, Sali El

Khodari (Egypte) a tenu à mettre les choses au clair : «Le rôle du réseau social sur Internet fut un outil et non la révolution en elle-même. La révolution a débuté en 2006 avec la torture d'Imad El Kebir par un policier au sein même d'une prison, et cela fut filmé et posté sur Youtube, ce qui a entraîné l'arrestation et le jugement du policier, ce fut une première en Egypte.

Depuis, des forums ont vu le jour dénonçant toutes formes de répression, de corruption... puis vint le véritable tournant avec l'assassinat du jeune Khaled Saïd, le ministère de l'Intérieur avait alors expliqué sa mort par une overdose, ce qui était totalement faux. Ses amis ont réagi en créant une page Facebook et appelé à sortir dans la

rue pour exprimer leur ras-le-bol. Nul ne pensait que l'appel allait être entendu et on a pu vivre le départ de Moubarak le 11 février après une révolution qui a vu beaucoup de sang versé et au jour d'aujourd'hui, l'utilisation du réseau social sur Internet continue d'appuyer les revendications citoyennes. Rien n'est tout à fait gagné, car l'armée en place commence à pratiquer une pression sur le peuple. Nous continuons la lutte.» Pour sa part, Ahmed El Bernoussi (Maroc) membre de l'association internationale transparency, reviendra sur les conditions difficiles dans lesquelles son association a été créée au Maroc en 1996 et les pressions et répressions qu'ils ont subies jusqu'à l'éclatement des révolutions tunisienne et égyptienne qui ont donné naissance au mouvement du 20 février au Maroc, où des jeunes et des milliers de Marocains sont sortis dans la rue crier leur ras-le-bol. «Notre association avait déposé une plainte contre la répression de l'administration du wali de Rabat contre l'interdiction de nos activités et la justice avait, contre toute attente, donné raison à notre requête. Grâce à ces mouvements révolutionnaires, les choses

commencent à bouger au Maroc, même si tout reste à faire».

L'opposant Adnan Bouch (Syrie) parlera d'une Syrie opprimée et souffrant depuis trop longtemps d'injustice «nous sommes des nations qui luttons contre des régimes dictatoriaux, la fumée qui s'est dégagée de Mohamed Bouazizi lorsqu'il s'est immolé s'est propagée à travers toute la Tunisie, puis l'Egypte, le Maroc, la Libye...»

Il dénoncera la cruauté avec laquelle le régime en place réprime le peuple syrien, qui a de tout temps souffert de l'enfermement sur toutes les libertés.

Un enfermement tel que des milliers de Syriens vivent loin de leur pays et ne peuvent, pour la plus part, y retourner «18 millions de Syriens vivent en dehors de leur pays, l'Algérie en compte environ 10 000, mais je vous rassure, le peuple a décidé de ne plus avoir peur, de lutter et d'arracher sa liberté». conclut-il.

Durant son intervention, M^e Mustapha Bouchachi président de la LADHD dira : «Nous ne sommes pas un Etat de droit, notre pays est presque dirigé par téléphone, ce que nous venons de subir après avoir déposé il y a une semaine

une demande pour la tenue d'une conférence, débat autour du thème de la corruption que comptait organiser vendredi 10 juin la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADHD).

Nous avons reçu un refus. En demandant la raison de ce refus, notre interlocuteur nous dira ne pas la connaître pour la simple raison que la décision de refus vient d'en haut.» Et d'ajouter «depuis le début de la contestation qui avait éclaté à cause des prix du sucre et de l'huile, les revendications des contestations en Algérie s'articulent autour des demandes d'augmentation de salaire. De là, le régime a mis en place un plan pour «corrompre» la société en «distribuant» de l'argent avec des augmentations pour les enseignants, les médecins, des projets pour les jeunes... il s'agit là d'un mépris envers l'intelligence d'un peuple.

Sur le plan social, l'Etat achète le calme, mais politiquement, il n'y a pas de véritables outils pour parvenir à des réformes politiques, nul ne viendra mettre la pression sur nos gouvernants, c'est à nous que revient ce rôle, que nous devons accomplir pacifiquement».

A. B.

DANS UN HÉMICYCLE DÉSERTÉ PAR LES DÉPUTÉS

Trois questions, peu d'intérêt

Trois ministres répondaient jeudi aux questions des députés. La séance n'a pas suscité l'intérêt des élus. L'hémicycle est resté désespérément vide.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Interpellée au sujet des violences faites aux femmes, la ministre déléguée à la Condition féminine, se basant sur une étude datant de cinq années, révélait que l'indice global de la violence conjugale a atteint 15%. La femme, dit-elle, subit 30 % de violence psychique, 19 % de violence verbale et 9,4% de violence physique.

Nouara Djaâfar a dû également répondre à une question relative à la situation des femmes divorcées, rappelant que la femme en instance de divorce et ayant la garde des enfants devait être maintenue dans le domicile conjugal jusqu'à l'exécution de la décision judiciaire relative

au logement. Elle a néanmoins reconnu l'existence de beaucoup de cas où les pères ne s'acquittaient pas du versement du loyer du logement, déclarant recevoir beaucoup de plaintes dans ce sens et essayait d'y remédier en collaboration avec le ministère de la Justice.

Son homologue de l'agriculture s'est livré au même exercice en réponse à une question relative au développement rural dans la wilaya de Béjaïa.

Rachid Benaïssa a affirmé que son département avait consacré plus de 4 milliards de dinars pour le développement rural dans la wilaya de Béjaïa qui, dit-il, connaît une dynamique positive en matière de réalisation de projets de proximité.

Lui succédant, Khalida Toumi a dû répondre à une question sur la prise en charge des monuments archéologiques à M'sila. La ministre de la

Culture a affirmé que la prise en charge des nombreux monuments et sites devait se faire dans le cadre d'un programme à long terme au titre du plan d'orientation des sites et monuments archéologiques et historiques 2009-2025 adopté par le gouvernement.

M^{me} Toumi reconnaît cependant que le manque d'ingénieurs restaurateurs en Algérie, dont le nombre ne dépasse pas 54, résidant à Alger et ses environs, à Béjaïa et à Tlemcen ne permettait pas de mener à bien ce projet.

Pour pallier ce déficit, elle a annoncé l'ouverture, dès la prochaine rentrée universitaire, d'une école nationale de restauration qui pourra accueillir des ingénieurs des wilayas qui enregistrent un manque dans ce domaine pour y effectuer des stages de spécialisation.

N. I.